

→ Débattons-nous, d'où ça vient ?

L'idée d'origine émerge en juin 2016, suite à des constats et questionnements engendrés par les conflits autour de la loi Travail :

-Cela a toujours été le cas mais une évidence a été violemment soulevée par ces événements. Rien n'oblige les représentants politiques à consulter et à informer la population des discussion en amont des décisions portant sur des évolutions importantes de la vie en société. Et ce constat apparaît encore plus fortement aujourd'hui. D'autre part, au sein du conflit, une séparation entre certains militants et leurs organes représentatifs s'est opérée. Ces deux constats dénotent d'**une aspiration à prendre part au dialogue plus tôt, plus directement et à l'initiative des habitants eux-mêmes.**

-Concernant le contenu de la loi, d'une part, le gouvernement a exposé les objectifs qu'elle devrait permettre d'atteindre. D'autre part, certains journalistes, les militants appelant aux manifestations et certains syndicats en décelaient d'autres conséquences.

Comment vérifier que les propos tenus par les représentants politiques correspondent bien à leurs actes ? A quelle version doit-on se fier ? A celle des politiques eux-mêmes ? A celle proposée par les médias ? Et pourquoi ne pas construire nous-même ces traductions pour en avoir entièrement confiance ?

-Enfin, selon son interprétation, une loi peut mener à des politiques exécutives différentes. Même si ces deux aspects s'entremêlent, ce constat dénote d'une **distinction entre l'idéologie et la technique.** Cet aspect est souvent absent des discours des politiques pour expliquer leurs choix, de sorte que ceux-ci apparaissent parfois comme contraints ou dictés par ce magique « bon sens », alors qu'il s'agit en fait de véritables choix idéologiques, voir philosophiques. Comment remettre cette distinction au cœur du débat ?

→ Débattons-nous, pour quoi faire ?

-Un espace de discussion et de pédagogie géré par les habitants et à l'initiative de ces derniers. Il devrait permettre à tous de participer au débat politique, que celui-ci soit rendu visible et compréhensible par tous et qu'il implique directement les représentants politiques et organes politisés pour arriver à une réflexion collective.

-Une organisation dans la discussion, notamment sur deux points particuliers :

- Il n'est pas question que soient traités de la même façon les arguments sans fondements et les arguments vérifiables et vérifiés. **Une vérification des arguments doit être mise en place.**
- Autant que possible, mettre en exergue la **distinction** entre ce qui tient de l'**idéologie** (du

choix politique) et ce qui tient de la **technique** pour clarifier le discours des politiques et mieux en comprendre les enjeux et les intentions.

-Une **obstination** et une **ténacité** dans les cas où les organes politisés participant feraient preuve d'un manque évident ou démontrable de sincérité, s'adonneraient à la malhonnêteté intellectuelle ou entraveraient volontairement le bon déroulement du dialogue avec l'ensemble des habitants.

→ Et concrètement, ça veut dire quoi ?

Le principal obstacle à la mise en place et, surtout, à l'utilisation massive d'un tel outil : **le temps**. **DBTN propose de mettre en place des groupes de volontaires pour faire ce travail de recherche, de synthèse et de vérification et de transmission pour les habitants.**

L'ensemble s'organise sur un **site internet** où la discussion se passe en plusieurs phases.

-les habitants posent leurs questions qui seront regroupées par thèmes et sujets précis

-Les internautes intéressés se portent volontaires pour faire partie d'un groupe de médiation qui traitera l'une des questions.

-La question est traitée en trois temps

1. Les internautes alimentent le sujet avec des questions et arguments. Les médiateurs font un travail de recherche, se constituent une base de connaissances qu'ils rendent publique.
2. Les médiateurs font la synthèse des arguments et questions, déterminent les représentants politiques concernés, les questionnent et récupèrent leurs réponses.
3. Les médiateurs publient l'entretien complet ainsi qu'un résumé dans lequel la distinction entre idéologie et technique est soulignée et dans lequel les arguments sont vérifiés.

-Un nouveau cycle s'ouvre dans lequel les internautes peuvent à nouveau réagir et signaler aux médiateurs si des arguments ont mal été vérifiés ou ont été oubliés. Si besoin, la discussion avec les représentants recommence.

→ Quelques précisions sur les médiateurs

-**Les médiateurs ne sont pas spécialistes**. Il leur est seulement demandé d'obtenir une base minimum de connaissances sur le sujet traité. Des consultants pourront éventuellement être mis à leur disposition pour les aider. D'autre part, des personnes plus renseignées peuvent, si elles ne souhaitent pas s'impliquer dans la médiation, réagir par de simples commentaires qui aideront les groupes de médiations. La réflexion collective se construit ainsi, tout en laissant à chacun la liberté de choisir son degré d'implication.

-**Les médiateurs sont contrôlés par les utilisateurs** : si des internautes ou des représentants politiques considèrent que le travail des médiateurs n'est pas fait avec l'objectivité demandée, des recours sont mis à leur disposition pour signaler les médiateurs en questions. Si ce type de comportement est intentionnel et répété, l'association prend les mesures adéquates.

→ Quelle différence avec les conseils de quartier et conseils citoyens ?

-L'**objectif** est différent : Débattons-nous doit permettre la **transmission** et l'**éducation** à ce qui relève de la politique et du choix politique, autant que l'**interpellation** et la **participation** du plus grand nombre. Il s'agit autant d'un moyen d'information que d'expression et d'interpellation.

-La relation de **confiance** peut être vécue différemment avec l'outil proposé par Débattons-nous. Que ce soit du fait du contrôle des médiateurs qui sont eux-mêmes des habitants, de l'origine non institutionnelle du projet ou de la visibilité et la transparence totale des échanges avec les représentants politiques.

-Pour cela, le **numérique** présente des avantages majeurs :

-**Tous les habitants** peuvent participer à un même sujet

-L'aspect interactif, la rapidité, la commodité (ne pas être contraint par des horaires et des lieux) peut entraîner **une plus grande participation**.

-**Chacun choisit son degré d'implication**. Les habitants n'ont pas besoin de faire partie d'un groupe de réflexion ou d'un conseil de quartier pour avoir l'impression de participer. L'implication va du simple commentaire jusqu'à l'aide à l'organisation de DBTN en passant par le travail ponctuel de médiateur.

-Dernière différence mais pas des moindres : les **possibilités de développement**.

→ Quelle différence par rapport aux initiatives nationales déjà florissantes ?

→ Pourquoi ne pas intervenir à une échelle nationale ?

La construction du **réseau** qu'implique cet outil ne peut se faire que de façon **locale**. Un site national publié directement risquerait de n'attirer que des personnes déjà intéressées par ce genre de démarches, les "super-citoyens", et de manquer la **participation populaire et massive** à laquelle DBTN aspire. Car l'un des objectifs est également de donner la parole aux personnes qui se tiennent, volontairement ou non, à l'écart de la parole publique.

Pour toucher cette population élargie, deux aspects nous semblent importants :

-Traiter de sujets proches des gens. Notre choix s'est porté sur des débats à l'échelle municipale

-Permettre aux participants de prendre part à la construction de l'outil et à son développement, les rendre acteurs de l'accroissement du site et de son gain en maturité, leur donner envie d'un changement d'échelle pour toucher la métropole, la région et enfin le niveau national. La **motivation** des bénévoles (et notamment des jeunes) peut être améliorée par ce **sentiment d'appartenance à une progression et de participation à une énergie commune**.

Au-delà de l'objectif de la création d'un outil de dialogue particulièrement transparent et exigeant, en essayant de transmettre les envies et les sentiments cités auparavant, et si les ambitions locales se réalisent, Débattons-nous pourrait envisager un changement d'échelle sur du long terme, afin de porter le débat et la discussion au rang d'activités culturelles.